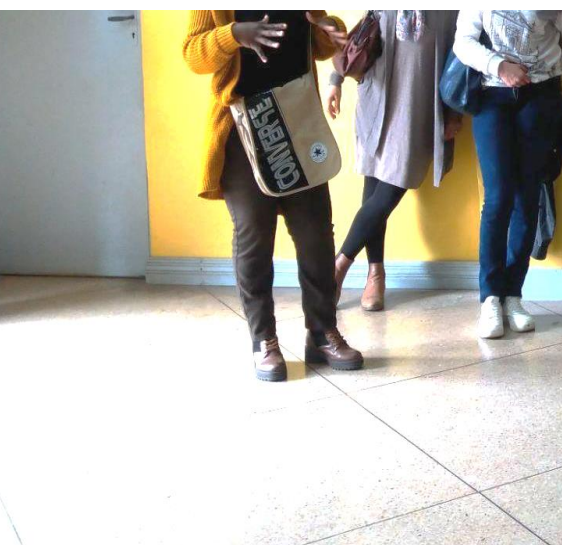


Fil d'actu RAEMH

Décembre 2021



01 Tendances sur les routes 1

Tendances générales 1

Nouvelles routes 2

Personnes déplacées 2

02 Gestion des frontières 3

Surveillance 3

Disparitions - Sauvetage 3

Expulsions - retours 4

Enfermement - rétention 4

03 Dans les pays "de destination" 4

Protection 4

Intégration 5

04 Contexte socio-politique - faits marquants 6

Situation socio-politique 6

Covid-19 7



01 Tendances sur les routes

Tendances générales

	Arrivées 2021	Arrivées 2020	Variation 2020/2021
Espagne [1]	41.632, dont 22.200 par les Canaries, 2.441 par Ceuta/Melilla*	41.468, dont 22.680 par les Canaries, 2.228 par Ceuta/Melilla	+ 0,4% au total -2,1% par les Canaries, +9,6% par Ceuta/Melilla
Manche	28.395	8.400	+ 238 %
Italie [2]	66.140	34.113	+ 94%

[1] n'inclut pas les arrivées des 17 et 18 août à Ceuta. - [2] Par la mer uniquement, jusqu'au 27 décembre 2021.

Grèce/Visite du Pape : début décembre, le [pape François s'est rendu à Lesbos](#), pour la seconde fois en 5 ans, dénonçant un « naufrage de civilisation » pour qualifier les politiques à l'œuvre en Grèce et en Europe.

Maroc : une [étude menée par l'Observatoire National du Développement Humain et le PNUD](#) mentionne que 7/10 jeunes marocains seraient tentés par l'émigration (estimation la plus élevée dans la région MENA).

Demandes d'asile / UE : Selon [Eurostat](#), avec plus de 60 000 primo-demandeurs d'asile dans l'UE au cours du mois de septembre 2021, les demandes de protection internationale remontent à des seuils antérieurs à la crise sanitaire. Les Afghans représentent la nationalité majoritaire, les premiers pays d'accueil sont l'Allemagne et la France.

Nouvelles routes

Espagne / Royaume Uni : [Le port de Santander, dans le Nord de l'Espagne, installe des « concertinas »](#) pour empêcher de jeunes Albanais de tenter de s'embarquer clandestinement sur les navires en partance vers l'Angleterre.

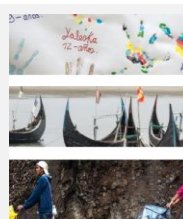
Italie : Depuis début 2021, près de [9 700 personnes sont arrivées en Calabre](#), contre 2 500 en 2020. Désormais, quasiment 1/6 migrant.e rejoignant l'Italie par la mer arrive par cette route, jusque-là moins exploitée et moins surveillée, et par laquelle les traversées se font en voilier depuis la Turquie.

Grèce : Un récent [naufrage dans l'archipel des Cyclades](#), éloigné des îles de la mer Egée - habituelle destination des personnes exilées - a mis en lumière cette nouvelle route, en réponse à la politique migratoire restrictive mise en œuvre par les autorités grecques.

Personnes déplacées

Ouganda : dans la région de Kasese (à l'ouest), les [populations victimes d'inondations](#) n'ont d'autre choix que de se regrouper dans des camps (près de 3000 personnes réparties dans sept camps). Mais les autorités locales manquent de moyens pour leur apporter de l'aide.

Nigeria : dans l'Etat de Borno, les autorités ont entrepris le [démantèlement des camps](#) qui avaient été formés ces 7 dernières années par les personnes fuyant les exactions de Boko Haram. Le gouverneur les presse aujourd'hui de revenir sur leurs terres, malgré le risque humanitaire (famine) et la présence du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest, bien implanté dans les zones de réinstallation.



[Rapport annuel de l'OIM](#) sur l'état des migrations dans le monde en 2022.



Rapport publié par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), [« Les routes de la torture – Le cycle d'abus contre les personnes en situation de déplacement en Afrique »](#), soulignant que la **torture** est présente à toutes les étapes des routes migratoires en Afrique.



[Note du MMC](#) sur « la corruption et rôle des agents de l'État dans le trafic d'êtres humains », sur base d'interviews menées auprès de personnes en mobilité et de trafiquants au Burkina Faso, Libye, Mali, Niger and Tunisie. 82% des personnes ont versé un "cadeau" à des représentants de l'État avec lesquels ils ont eu contact au cours de leur voyage, plus de la moitié des passeurs ont déclaré avoir des contacts avec des fonctionnaires de l'État pour faciliter les passages.



[Rapport de l'OIM](#) sur la migration à **Nouakchott**, point de transit pour les personnes se dirigeant vers l'Afrique du Nord ou l'Europe.



[Note OIM](#), Suivi des flux de populations en **Guinée** (Novembre 2021)

02 Gestion des frontières

Surveillance

Manche : la [France a rejeté la proposition britannique de mettre en place des patrouilles conjointes](#) le long des côtes françaises pour surveiller les tentatives de départ vers l'Angleterre. Par ailleurs, [la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe](#) a adressé un courrier aux premiers ministres français et anglais appelant à l'aménagement de voies d'accès sûres et légales entre les deux pays (à ce jour, il n'y a aucun cadre qui permettrait aux personnes se trouvant en France de demander l'asile ou d'invoquer le droit de séjourner au Royaume-Uni pour d'autres motifs).

Ceuta/Melilla : Pendant la période de fin d'année, un renforcement du dispositif de surveillance des frontières a été opéré, afin de faire face aux rumeurs de tentatives de passage par [Ceuta](#) et [Melilla](#). Fin décembre, le gouvernement espagnol a approuvé sa [Stratégie de Sécurité Nationale](#) ; parmi les principales recommandations, on retrouve « le développement d'un plan intégral de sécurité pour Ceuta et Melilla », portant notamment sur la question de la migration depuis le Maroc, ainsi que la contrebande.

Biélorussie : des milliers de personnes sont toujours massées à la frontière pour tenter d'entrer dans l'UE. Les médias polonais estiment [qu'au moins douze personnes sont mortes des deux côtés de la frontière](#), le bilan pourrait être bien plus élevé. [Amnesty International](#) a publié un nouveau rapport sur les actes de violence commis par les autorités biélorusses.

Intelligence Artificielle : plusieurs organisations ont signé un [communiqué](#) adressé aux plus hautes institutions de l'UE alertant sur les potentielles dérives de la Loi sur l'Intelligence Artificielle, proposée en avril 2021, affectant la protection des droits humains (et notamment les personnes en mobilité).



Rapport [publié par des partis de gauche du Parlement européen](#), mettant en évidence l'industrie rentable qui se cache derrière la sécurisation de l'UE face aux mouvements migratoires. Le rapport décrit la manière dont la sécurité et la technologie sont présentées comme une solution, tout en violant les droits des migrants et des réfugiés et en augmentant le nombre de décès aux frontières de l'UE.

Disparitions - Sauvetage

Frontière occidentale euro-africaine : selon [l'organisation espagnole Caminando Fronteras](#), 4.404 personnes ont périés en 2021 en route vers l'Espagne, dont 628 femmes et 205 enfants ; 83 bateaux disparus ; 94,80% des victimes non identifiées. Par rapport à 2020, les décès ont augmenté de 102,95 %. La route des Canaries reste la plus dangereuse, avec 4.016 disparitions cette année.

France : Le parquet de Paris a reçu une [plainte accusant plusieurs collectivités territoriales de ne pas avoir apporté leur aide lors du naufrage](#) d'un bateau dans la Manche le mois dernier, qui a coûté la vie à au moins 27 personnes.

Poursuites contre le Sea Watch : Le tribunal d'Agrigente, en Sicile, a [abandonné toutes poursuites contre Carola Rackete](#), la capitaine du Sea-Watch 3, qui était poursuivie pour avoir forcé l'entrée dans le port de Lampedusa avec 42 migrants secourus au large de la Libye en 2019. Le tribunal a estimé que C.Rackete avait répondu à son devoir de protection, et que la décision de Matteo Salvini était "contre les normes". Le leader de l'extrême-droite italienne est pour sa part toujours accusé de séquestration et d'abus de pouvoir, et encourt jusqu'à 15 ans de prison.

Expulsions - retours

Retours : dans la lignée de l'élargissement de son mandat, [l'agence Frontex a exécuté 8.239 retours forcés et « volontaires »](#) au premier semestre 2021, un record depuis sa création, qui souligne finalement les difficultés de l'UE à mettre en œuvre les expulsions par une autre voie. En **Italie**, les données du gouvernement montrent ainsi qu'en 2021, [seul un migrant sur deux détenu dans les centres de rapatriement a été effectivement rapatrié](#). Pour sa part, la **Lituanie** va augmenter l'[aide financière accordée aux personnes étrangères pour les inciter au retour](#), le montant passant de 300 à 1 000€, ainsi qu'un billet d'avion retour.

EJNA/Espagne : des organisations d'aide ont porté [plainte pour dénoncer l'expulsion par la Garde civile de Ceuta](#) de deux garçons de 15 et 16 ans vers le Maroc fin novembre. Les ONG dénoncent la gravité de ce cas, d'une part parce que la procédure n'a pas été respectée, et d'autre part parce que les deux enfants faisaient partie d'un groupe dont le rapatriement avait été suspendu par un tribunal de Ceuta à la mi-août.

Biélorussie / Irak : plus de 2 000 d'exilé.e.s irakien.ne.s auraient été [rapatrié.e.s par avion](#) ces dernières semaines. L'OIM a également contribué à ces retours volontaires, mais a souligné qu'un nombre limité des personnes présentes à la frontière avaient exprimé le désir de retourner en Irak.

Expulsions / Libye : Le Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'inquiète d'une série "[d'expulsions forcées](#)" vers la frontière avec le Soudan.

Enfermement - rétention

Grande Bretagne : début 2022, un site du ministère de la Défense sera transformé en [centre de contrôle de sécurité et d'identité des primo-arrivants](#) sur le territoire britannique. Les personnes seront accueillies cinq jours avant d'être orientées vers d'autres structures.

Grèce : selon Amnesty International, des demandeurs-euses d'asile sont [détenus illégalement dans un nouveau camp financé par l'UE sur l'île de Samos](#). Ainsi, les personnes qui n'ont pas de documents d'identité valides délivrés par le gouvernement (personnes à qui on a retiré leur carte du fait du rejet de leur demande d'asile ou nouveaux arrivants qui n'ont pas encore reçu la leur) ne sont pas autorisées à quitter le camp, et ce pour une durée indéterminée.



03 Dans les pays "de destination"

Protection

Asile - séjour

Europe de l'Est : En réponse aux arrivées importantes par les frontières de la Pologne, Lituanie et Lettonie par la Biélorussie depuis l'été dernier, [la Commission européenne envisage d'assouplir provisoirement les règles d'asile](#) dans ces 3 pays et a proposé de prolonger temporairement le délai d'examen des demandes d'asile, et de faciliter

ainsi les expulsions des personnes déboutées. Cette proposition ne convainc pas la Pologne qui souhaitait une suspension totale du droit d'asile, et non un allongement de la procédure.



[Rapport d'Amnesty International](#) sur les conditions d'accueil et d'accès à la demande d'asile aux Canaries : saturation des hébergements, manque de protection des EJNA et des personnes vulnérables, manque d'informations aux personnes concernées (seules 4,4% des demandes d'asile enregistrées en Espagne en 2021 l'ont été aux Canaries)...

Evacuation – réinstallation

Evacuations Libye : Depuis deux mois, des centaines de personnes installées devant les locaux du HCR à Tripoli [réclament leur évacuation de Libye et réinstallation dans un pays tiers](#). Mais le nombre de places est limité. Le [climat aux portes du HCR](#) est extrêmement tendu.

Réinstallation vers l'UE: [15 pays de l'UE se sont engagés à accueillir 40 000 Afghans](#) en 2022¹. L'Allemagne accueillera le plus grand nombre (25 000). 28 000 personnes ont déjà été évacuées d'Afghanistan par les États membres de l'UE, depuis le retour au pouvoir des Taliban à la mi-août.

Mise à l'abri

France / Italie: la justice française a [rejeté la requête d'une association pour l'ouverture d'un centre d'accueil](#) pour personnes en mobilité à Briançon, ville-frontière où aucune structure d'accueil étatique n'existe.

France / nord ouest : Malgré des températures négatives la nuit, la [préfecture n'a pas activé fin décembre le « plan Grand froid »](#)², qui permet d'héberger en urgence à Calais les personnes vivants dans des campements. Les autorités ont en revanche renforcé les propositions de mises à l'abri vers des centres situés hors de Calais, mais qui n'intéressent pas les personnes car trop éloignés du littoral. Les démantèlements des campements continuent et se déroulent dans un [climat violent](#). A Grande-Synthe, des exilés soutenus par des associations ont [saisis la justice française après l'expulsion](#) de leur campement, contestant la légalité de la procédure d'expulsion.

France: depuis 2 mois, environ 80 jeunes étrangers dont la minorité n'a pas été reconnue par l'Etat français [vivaient dans un tunnel](#) autour de Paris, en attendant leur audience auprès d'un juge. D'autres familles s'étaient également installées (plus de 200 personnes au total), avant le [démantèlement du campement à la mi-décembre](#).

Intégration

EJNA

Espagne : Quelque 200 mineurs marocains non accompagnés, entrés à Ceuta en mai dernier, y sont toujours et ne peuvent pas être expulsés en vertu de la loi espagnole. Les autorités locales ont donc initié un [processus visant à assurer leur éducation](#).



La [conférence des évêques espagnole a présenté un guide](#) pour « accompagner comme Eglise les enfants et les jeunes non accompagnés en mobilité ».

¹ Le HCR avait estimé que 85 000 Afghans devraient être réinstallés à partir des pays voisins de l'Afghanistan où ils sont réfugiés, vers d'autres pays au cours des cinq prochaines années, appelant l'UE à en accueillir la moitié.

² Le Plan Grand froid est ouvert lorsque les températures sont comprises entre -5°C et -10°C durant plusieurs jours ou lors d'une tempête.

Travailleur.euse.s saisonnier.s :

Italie : Le Premier ministre Mario Draghi a signé un décret autorisant la [délivrance de 69 700 visas de travail pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre](#), soit le double de l'année précédente (essentiellement dans les secteurs de transport de marchandises, du bâtiment et de l'hôtellerie). Ces permis seront attribués à des personnes originaires de pays avec lesquels l'Italie a conclu des accords de coopération (notamment l'Algérie, la Côte d'Ivoire). Certains industriels italiens regrettent que le chiffre ne soit pas suffisant pour répondre aux besoins.

Espagne/Maroc : dans le cadre de la [campagne de migration circulaire entre les 2 pays](#), 16.000 travailleuses saisonnières marocaines s'apprêtent à participer à la cueillette de fraises dans les champs espagnols en 2022. La fermeture des frontières marocaines jusqu'à ce jour aurait retardé leur arrivée, ce qui a provoqué un retard de production, compensé par l'Espagne en faisant appel à des travailleuses venant d'Équateur et du Honduras. Ces dernières années, plusieurs scandales de viols et d'agressions sexuelles à l'encontre des saisonnières marocaines, ainsi que la dénonciation de conditions de travail en Espagne, avaient éclaté. D'ailleurs, dans le cadre d'une [campagne dédiée aux travailleur.euse.s saisonnier.s, la Caritas](#) de Ciudad Real (Espagne) a fait le constat que 65,3% de ces personnes vivaient dans des campements, des logements insalubres ou dans la rue ; et 38,8% étaient en situation irrégulière ou sans papiers.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Situation socio-politique

Soudan : Les [opposants à la junte](#) militaire continuent de défier les putschistes. Début décembre, le [secrétaire général des Nations Unies](#) avait appelé les contestataires à accepter la transition. Le général Bourhane a rétabli le premier ministre civil, Abdallah Hamdok, mais il n'y a toujours aucun gouvernement, condition sine qua non à la reprise de l'aide internationale. Le [Darfour](#), dans l'ouest du pays, a de nouveau sombré dans la violence (attaques de milices). En quelques semaines, les affrontements dans la région ont fait 200 morts, plusieurs centaines de blessés, 83 000 civils déplacés.

Ethiopie : Les rebelles du Tigré, qui avaient avancé ces derniers mois, sont en train de se [replier de certaines régions](#). Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé de créer une commission internationale d'experts chargés d'enquêter et de réunir des preuves sur les exactions commises dans le cadre du conflit.

Elections : En **Gambie**, le [président sortant Adama Barrow a été réélu](#) avec 53 % des suffrages. Au **Mali**, alors que la [Cédéao](#) avait une fois de plus insisté sur l'importance d'organiser des élections d'ici février 2022, les « assises nationales de la refondation » - boycottées par de nombreuses organisations maliennes - ont proposé de [prolonger l'actuelle transition de la junte militaire](#) de « six mois à cinq ans ».

Burkina Faso : suite aux mouvements populaires de contestation dénonçant l'incapacité des autorités à lutter contre le djihadisme, le premier ministre, Christophe Joseph-Marie Dabiré, a [remis sa démission](#).

Cameroun : 47 militants du principal parti d'opposition (Mouvement pour la renaissance du Cameroun) condamnés à de la prison ferme. Ces militants avaient été arrêtés en septembre 2020 alors que leur parti, et plusieurs autres projetaient des « marches pacifiques » contre le régime du président Paul Biya, au pouvoir sans partage depuis trente-neuf ans.

Insécurité alimentaire régionale: Les signes de tension sur les prix des denrées de base se multiplient à travers l'Afrique, attisant les craintes d'une crise alimentaire généralisée. Selon la FAO, les prix alimentaires mondiaux ont encore progressé, ce qui pèsera sur le coût des importations du continent, sachant par exemple que l'Afrique importe un tiers des céréales qu'elle consomme. Ce à quoi vient s'ajouter la pandémie du COVID-19, dont les conséquences ont pesé sur la production agricole locale et sur le pouvoir d'achat des ménages. Au Sahel, de premiers signes se manifestent en Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria...



Rapport UNICEF sur les violations graves à l'encontre des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre

Covid-19

Vaccination: au rythme actuel, et malgré les grandes diversités entre les pays du continent, c'est à horizon août 2024 que **l'Afrique** peut espérer atteindre son objectif de vaccination contre le Covid-19 de 70 % de la population. L'OMS souligne que « la disponibilité des vaccins est aujourd'hui moins un problème que la capacité à mettre en œuvre des plans de vaccination adaptés et auxquels les populations adhèrent ». Ainsi, en **Algérie**, la campagne de vaccination lancée en février bute sur de nombreuses réticences, ce qui a mené le gouvernement à lancer le passe vaccinal.

Sources média : El Pais (Espagne), H24 (Maroc), Hespress (Maroc), InfoMigrants, Le Monde (France), L'Opinion (Maroc), RFI - **Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions**: Amnesty International, Caminando Fronteras, Caritas Ciudad Real (Espagne), Commission Européenne, Conférence Episcopale Espagnole, European Digital Rights (Edri), Eurostat, FEWS, HCR, Migreurop, Ministère de l'Intérieure Espagnol, MMC, Nations Unies, OHCHR, OIM, OMCT, Oxfam, Parlement Européen,